

Libye : le risque de l'enlisement du conflit se précise



Les experts occidentaux craignent que la Libye ne se transforme en un nouveau bourbier.

Replié à Tripoli, le colonel Kadhafi peut encore compter sur ses troupes de choc, jusque-là tenues à l'écart, et jouer habilement sur la fibre tribale. En Occident, les inquiétudes grandissent quant au risque d'un enlisement du conflit.

Après cent-dix jours d'une insurrection armée et plus de deux mois de bombardements, Mouammar Kadhafi s'accroche toujours au pouvoir. Alors que des rumeurs le disaient blessé lors d'une frappe de l'Otan qui a causé la mort de son fils cadet à Tripoli, le dirigeant libyen s'est même permis de narquer l'Occident. « Vos bombardements ne m'atteindront pas parce que des millions de Libyens me portent dans leur cœur », a-t-il lancé, le 13 mai, dans un message audio diffusé par la télévision d'Etat. La

ne concerne que 30 000 miliciens du Mouvement des comités révolutionnaires (MCR) et quelque 6000 mercenaires étrangers. « En fin stratège, Kadhafi a préservé ses troupes les mieux entraînées et équipées. Il a jusqu'ici essentiellement utilisé des mercenaires étrangers et des miliciens du MCR encadrés par quelques unités de l'armée régulière comme chair à canon », révèle Moncef Ouannès, sociologue tunisien spécialiste de la Libye et auteur du livre référence *Militaires, élites et modernisation dans la Libye contemporaine*.

« Kadhafi a toujours choisi de monter les tribus les unes contre les autres afin d'empêcher l'émergence d'une alliance qui menacerait son pouvoir. Malheureusement, cette logique semble encore marcher. »

rhétorique emphatique du « Guide de la révolution de la Jamahiriya libyenne » tient au fait que le système des « masses populaires » qu'il a mis en place il y a 42 ans bouge encore, malgré des fissures engendrées par la défection de certains piliers du régime. Le 19 mai, des centaines de partisans de Kadhafi ont manifesté à Tripoli, tirant des coups de feu en l'air et promettant de se battre « jusqu'à la victoire ». Comment Kadhafi et ses affidés vont-ils s'y prendre ?

Pour y voir clair, il faut revenir sur l'état de santé des forces loyalistes. Le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, a indiqué mi-mai que l'armée de terre libyenne aurait perdu le tiers de ses capacités. Selon les experts, cette évaluation

Khamis, du nom de son commandant, Khamis Kadhafi. Avec des effectifs estimés à 22 000 soldats d'élite, cette brigade que les Libyens appellent la « Katiba » protège la personne du Guide, mais aussi tous les sites stratégiques du pays, notamment les structures de stockage de carburants et de produits alimentaires. Kadhafi n'entend pas, toutefois, se cramponner au pouvoir uniquement par la terreur. Il continue à jouer habilement sur la fibre tribale. Grâce à de généreuses rétributions, le régime a réussi à rallier à sa cause de nombreuses tribus, notamment en Tripolitaine et dans le Fezzan (ouest). Parmi les grandes tribus qui ont renouvelé leur allégeance au maître de Tripoli figurent les Toubous, les Megarha

et une grande partie des Warfalla. La tribu des Obeidate s'est, quant à elle, ralliée au régime suite à la nomination de l'un de ses cadres, Abdellatif Obeidi, au poste de ministre des Affaires étrangères en remplacement de Moussa Koussa, qui a fait défection le 30 mars. « Kadhafi a toujours choisi de monter les tribus les unes contre les autres afin d'empêcher l'émergence d'une alliance qui menacerait son pouvoir. Malheureusement, cette logique semble encore marcher », indique Moncef Ouannès.

Echec du « tout-aérien »

Sur le terrain, les forces loyalistes continuent de contrôler la majeure partie de la Tripolitaine et du Fezzan désertique. A l'est, la ligne de front s'est stabilisée sur la route entre Brega et Ajdabiya, alors que les forces pro-Kadhafi ont modifié leur tactique : les pick-up furtifs compliquent désormais la tâche des interprètes images des centres de ciblage qui guident la soixantaine de sorties quotidiennes d'avions de l'Otan. Le chef d'état-major de l'armée britannique, le général David Richards, a averti le 16 mai contre le risque de voir Kadhafi s'accrocher longtemps au pouvoir. Les insurgés, eux, semblent hésiter à lancer sur la capitale une offensive qui risquerait de s'achever par un carnage. Conséquence : les experts occidentaux craignent que la Libye ne se transforme en un nouveau bourbier, à l'image de l'Irak et de l'Afghanistan, où les interventions militaires ont été, elles aussi, présentées comme des expéditions libératrices. « On peut déjà parler d'enlisement dans la mesure où l'arme aérienne n'est pas suffisante pour détruire un appareil militaire et, donc, faire tomber un régime », reconnaît Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) et spécialiste des questions de défense. De son côté, Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CFRR), estime que l'intervention militaire en Libye a abouti à une impasse. « Si l'objectif non dit était d'éliminer Kadhafi et de faire gagner la rébellion, il a totalement échoué », juge-t-il.

Walid Kéfi, Tunis

Au Mozambique, moins de 17% des terres arables sont exploitées



Sur les 8 millions d'ha de terres potentiellement arables dans la province centrale du Zambèze, au Mozambique, seuls quelque 1,3 millions d'ha, soit à peine 16,3%, sont exploités à des fins agricoles et d'élevage. Un récent rapport du gouvernement provincial, présenté au président Armando Guebuza, est revenu sur cette sous-exploitation. D'ailleurs, cette province, qui dispose de 416 000 ha potentiellement irrigables, ne dispose actuellement que de 12 581 ha avec des infrastructures d'irrigation. En termes de production céréalière, il est ressorti de ce rapport que la production au Zambèze a diminué de 21,4% en 2010 en glissement annuel. Les professionnels ont imputé cette chute de la production à l'insuffisance des précipitations, qui a entraîné la perte de plus de 119 000 ha, principalement de maïs et de riz, dans les districts de Maganja da Costa, Chinde, Morrumbala et Mopeia.

La campagne du blé d'hiver presque compromise au Zimbabwe

Deron Theron, président du syndicat des fermiers (Commercial Farmers Union), craint que la campagne de blé d'hiver de cette année soit un désastre en termes de production. Il impute les raisons d'une telle catastrophe au manque d'assurance du Zesa, à l'absence de lignes de crédit auprès des banques et aux pénuries d'intrants sur le marché. A cela, certains exploitants ajoutent des pannes d'électricité et un approvisionnement en eau incompatible. S'indignant sur le cumul des incohérences, il a précisé que cette année le pays fait face à une pénurie de 340 000 tonnes qui sont importées. Pourtant, a-t-il déploré, « une telle quantité est productible dans le pays ». Mais le président du syndicat des fermiers trouve qu'en raison de la frilosité des banques ainsi que du manque d'intrants, une telle production pour résorber ce déficit est, dans l'état actuel des choses, impossible.

Avec la holding Namdeb, l'Etat namibien investit un peu plus le diamant

La signature d'un accord historique entre le gouvernement et De Beers a donné naissance, mercredi 18 mai 2011, à la holding Namdeb. Grâce à cette nouvelle structure, l'Etat namibien s'assure une participation beaucoup plus grande dans l'industrie locale du diamant. L'accord prévoit la restructuration de l'existant en Namdeb Namdeb Holding, propriétaire de terres, et Namdeb Namdeb Sea, l'ex-De Beers Marine Namibie (DBMN). Désormais, chaque partie aura 50% des actions de la nouvelle holding. De sources dignes de confiance, Namdeb aurait besoin d'injecter 5 milliards de dollars namibiens sur les dix prochaines années pour mettre en œuvre ses plans d'ensemble afin de prolonger la vie de la mine. Inge Zaamwani-Kamwi, directeur général de la société, a récemment déclaré que « bien que Namdeb puisse financer cette partie sur ses ressources propres, la société s'attend à ce que ses deux actionnaires (le gouvernement et De Beers) y mettent du leur ».

De l'acquisition d'Equinox Minerals par Barrick Gold

Alors que le gouvernement australien affirmait ne pas s'opposer à l'acquisition d'Equinox Minerals (société de cuivre canado-australienne), dont les principales activités sont en Afrique, Barrick Gold met sur la table 7,3 milliards \$. Il y a de fortes chances que cette compagnie, dont l'actif phare est la mine de cuivre de Lumwana, en Zambie, tombe dans l'escarcelle de Barrick. C'est d'autant plus plausible qu'elle a défendu, mardi 17 mai à Toronto, que la loi canadienne sur l'investissement ne s'applique pas à son offre pour Equinox. Il s'agit d'une loi qui requiert que la prise de contrôle de compagnies canadiennes par des intérêts étrangers présente un « avantage net » pour le Canada. Les observateurs assurent que cette disposition a été rarement évoquée pour bloquer des transactions.